

Avis CNC 137/7 - Intérêts sur créances

Compte tenu des nombreuses questions qui lui sont posées en relation avec le traitement comptable des intérêts sur créances commerciales et financières, la Commission a émis l'avis suivant.

Il y a lieu de rappeler au préalable que les intérêts - fruits civils selon l'article 584 du Code Civil - sont réputés, conformément à l'article 586 du Code Civil, s'acquérir jour par jour.

I. Le débiteur est solvable

A. Créances financières, productives par définition d'intérêts

Qu'ils constituent la rémunération du prêteur ou qu'ils sanctionnent le retard dans l'exécution par le débiteur de ses obligations, les intérêts doivent être comptabilisés au compte de résultats, dès qu'ils sont dus, conformément à l'article 19, alinéa 4 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976.

B. Créances commerciales

Les créances commerciales - c'est-à-dire les créances résultant de la vente de biens ou d'une prestation de services - et les autres créances ne sont, en principe, productives d'intérêt que si le débiteur n'exécute pas ses obligations en temps voulu.

Ces intérêts de retard ou intérêts moratoires sont souvent prévus contractuellement (clause pénale) comme courant de plein droit à partir d'une date déterminée à un taux fixe ou à un taux variable de référence (p. ex. taux d'escompte de la Banque nationale de Belgique).

A défaut de stipulation contractuelle, les intérêts ne commencent à courir par application de l'article 1153 du Code Civil, que lorsque le débiteur est mis en demeure d'exécuter ses obligations. En ce cas l'intérêt est dû sur base du taux légal.

Il convient dès lors, en principe, dans l'un et l'autre cas, de comptabiliser les intérêts de retard dès qu'ils commencent à courir.

En pratique cependant, pour diverses raisons, un délai de paiement extra-contractuel est souvent accordé et/ou les intérêts de retard ne sont pas exigés, malgré une clause pénale.

Compte tenu de cette pratique, il peut être admis de limiter la comptabilisation aux intérêts dont le paiement est exigé par écrit (note de débit). Cette solution offre l'avantage d'harmoniser le sort comptable des intérêts, qu'ils soient prévus contractuellement ou non.

Si la créance d'intérêt a été comptabilisée, le non-recouvrement de cette créance se traduira par une réduction de valeur ou par la constatation d'une moins-value sur réalisation de créances.

II. Le débiteur est douteux

Si l'encaissement effectif d'intérêts indiscutablement dus est incertain ou compromis, eu égard à la situation du débiteur, ces intérêts ne doivent, et ne peuvent, en vertu de l'article 19, alinéa 4 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976, être considérés comme acquis en tant que produits, à acter comme tels au compte de résultats.

Ce sera notamment le cas lorsque la créance fait l'objet en principal, d'une réduction de valeur, conformément à l'article 31, alinéa 4 de l'arrêté susvisé.

En ce cas, ces intérêts seront actés en tant que produits au moment où leur encaissement effectif redeviendra certain.